



ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE

DIRECTION FINANCIERE, JURIDIQUE ET DES MOYENS

SOUS-DIRECTION DE LA LOGISTIQUE

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

C.C.A.P.

OBJET :

**FOURNITURE DE BOUCHONS D'OREILLES AVEC FILTRE ACOUSTIQUE DESTINES AU
PERSONNEL D'ACCUEIL ET DE SURVEILLANCE DU MUSEE DU LOUVRE.**

Établi en application des dispositions du [Code de la commande publique](#).

Marché public de Fournitures.

Application du CCAG/FCS.

Procédure de passation : Procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions de l'article L. 2124-2, du 1° de l'article R. 2124-2 et des articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Technique d'achat : Accord-cadre mono-attributaire donnant lieu à l'émission de bons de commande en application du 1° de l'article L. 2125-1 et des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

Le présent C.C.A.P. comporte 31 pages (y compris la page de garde) numérotées de 1 à 31, et est associé au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

SOMMAIRE

<i>ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHE</i>	5
1.1 – OBJET DU MARCHE	5
1.2 – DECOMPOSITION DU MARCHE	5
1.3 – PROCEDURE ET FORME DU MARCHE	5
1.3.1 – PROCEDURE	5
1.3.2 – FORME DU MARCHE	5
1.3.3 – EMISSION DES BONS DE COMMANDE	5
1.4 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DU TITULAIRE DU MARCHE	6
1.5 - RESPONSABILITE SOCIETALE DES ORGANISATIONS (RSO)	6
1.6 - MODIFICATION DU CONTRAT	7
<i>ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE</i>	7
<i>ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE</i>	8
<i>ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DES PARTIES</i>	8
4.1 - OBLIGATIONS DU MUSEE DU LOUVRE	8
4.2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
4.2.1 – REPRESENTANT(S) DU TITULAIRE	9
4.2.2 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
4.3 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES - PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	10
<i>ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS</i>	11
5.1 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES PRESTATIONS	11
5.2 - QUALITE ET AMELIORATION CONTINUE	11
5.3 - BONS DE COMMANDE	12
5.3.1 – GENERALITES	12
5.3.2 – CONTENU DES BONS DE COMMANDE	12
5.3.3 – ANNULATION, SUSPENSION ET MODIFICATION D'UN BON DE COMMANDE	13
5.4 - LIVRAISON OU EXECUTION D'UNE COMMANDE	13

5.4.1 – EMBALLAGE ET TRANSPORT	13
5.4.2 – CONDITIONS DE LIVRAISON	14
5.5- QUALITE, EVOLUTION DES PRODUITS ET SAV	15
5.5.1 – LIEUX DE FABRICATION	15
5.5.2 – QUALITE – EVOLUTION NON SUBSTANTIELLE DES FOURNITURES/PRODUITS EN COURS DE MARCHE.	15
5.5.3 - OFFRES PROMOTIONNELLES	16
5.5.4 - NOUVEAUX ARTICLES S'INSCRIVANT DANS LE PERIMETRE DU MARCHE MODALITES DE COMMANDE DE NOUVEAUX ARTICLES SUR CATALOGUE	16
5.5.5 – CONSERVATION DES MODELES	17
5.5.6 – GESTION DU SERVICE APRES-VENTE (SAV)	17
ARTICLE 6 – DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	18
6.1 – DELAIS D'EXECUTION	18
6.2 – PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION	18
ARTICLE 7 – PENALITES	18
7.1 - PENALITES POUR RETARD	20
7.2 - PENALITES RELATIVES A LA DECLARATION DE L'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE ET LA DECLARATION DES SALAIRES DE L'ENTREPRISE	20
ARTICLE 8 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	21
8.1 - OPERATIONS DE VERIFICATION	21
8.2 - DECISIONS APRES VERIFICATION	21
ARTICLE 9 – INDEMNISATION EN CAS DE MONTANT MINIMUM ANNUEL NON ATTEINT	22
ARTICLE 10 – COTRATANCE	22
ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE	22
ARTICLE 12 – CONTENU ET VARIATION DES PRIX	23
12-1 - PRIX DU MARCHE	23
12.1.1 NATURE DES PRIX	23
12.1.2 CONTENU DES PRIX	23
12.2 - VARIATION DES PRIX	23
12.3 - CLAUSE DE DEROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE	24
ARTICLE 13 – CLAUSE DE REEXAMEN	24

ARTICLE 14 – REGLEMENT DES COMPTES	25
14.1 - EMISSION DES BONS DE COMMANDE	25
14.2 - ENVOI DES DEMANDES DE PAIEMENT	25
14.3 - TVA, DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	26
ARTICLE 15 – AVANCE	27
ARTICLE 16 – CONFIDENTIALITE	27
16.1 - CONFIDENTIALITE	27
16.2 - DONNEES PERSONNELLES	28
ARTICLE 17 – LANGUE DU MARCHE	28
ARTICLE 18 – CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES	28
ARTICLE 19 – ASSURANCE ET RESPONSABILITE	29
ARTICLE 20 – RESILIATION	29
ARTICLE 21– MODIFICATION EN COURS D’EXECUTION DU MARCHE	30
ARTICLE 22 – LITIGES ET COMPETENCE DES TRIBUNAUX	30
ARTICLE 22 – DEROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG	30

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHE

1.1 – OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet **la fourniture de bouchons d'oreilles avec filtre acoustique de type « concerts » destinés** aux agents d'accueil et de surveillance du musée du Louvre qui interviennent face public, aussi bien dans les salles muséographiques. Il convient donc de noter que cet équipement de protection individuel doit être adapté à une fonction d'accueil notamment par sa discrétion et sa capacité à différencier les types de bruits. Le marché ne concerne pas les bouchons d'oreille sur mesure. Le marché ne concerne pas les bouchons d'oreille sur mesure. Les caractéristiques des fournitures, leurs spécifications techniques détaillées, la description des prestations et des résultats attendus sont définies au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 – DECOMPOSITION DU MARCHE

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un fractionnement en tranches au sens des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique.

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens des dispositions de l'article L. 2113-10 du code de la commande publique.

1.3 – PROCEDURE ET FORME DU MARCHE

1.3.1 – Procédure

La procédure de passation du présent marché est **un appel d'offres ouvert** passé en application des articles R. 2124-1 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

1.3.2 – Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre **à bons de commande mono-attributaire avec quantité minimum et avec quantité maximum** au sens des dispositions des articles L. 2125-1-1° et R. 2162-1 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

La quantité minimum et la quantité maximum par période d'exécution sont les suivants :

- Quantité minimum : 1000 paires de bouchons ;
- Quantité maximum : 3500 paires de bouchons ;

1.3.3 – Emission des bons de commande

Les prestations seront exécutées conformément aux bons de commande établis au fur et à mesure des besoins et portent sur les fournitures décrites et définies dans le présent CCAP et dans le CCTP.

Les bons de commande sont établis par la personne chargée de la conduite du marché et notifié à l'attention du titulaire.

Cet envoi déclenche la procédure de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, le titulaire dispose d'un délai de quarante (48) heures ouvrées pour exprimer ses éventuelles réserves sur l'exécution des prestations à compter de la réception

du bon de commande.

Les bons de commande indiquent :

- la référence du marché,
- la date de la commande,
- le numéro d'identification de la commande,
- la désignation des chèques, leur quantité et leur prix unitaire,
- le taux de remise,
- le montant total HT,
- le montant de la TVA,
- le montant total TTC.

1.4 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DU TITULAIRE DU MARCHE

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées pour l'Etablissement public du musée du Louvre (ci-après « l'EPML », « le musée du Louvre » ou « le pouvoir adjudicateur »).

Les prestations sont fournies par l'opérateur économique titulaire du marché, dont les caractéristiques (siège social, coordonnées...) sont indiquées à l'acte d'engagement du marché (ci-après « le titulaire »).

1.5 - Responsabilité sociétale des organisations (RSO)

Considérant,

- la circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables. Notamment la mesure 20 : Développement d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone du numérique public, comprenant notamment la sensibilisation des agents aux écogestes numériques et l'achat de matériel reconditionné.
- la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (www.legifrance.gouv.fr)
- loi EGALIM - (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous) qui fait suite aux états généraux de l'alimentation.
- loi AGECL - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire
- loi Climat et Résilience - lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- le Dispositif Eco Efficacité Tertiaire (DEET) issu du décret n°2019-771 du 23 juillet 2019, dit "décret tertiaire", impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires,

le musée du Louvre souhaite promouvoir un développement durable et responsable de ses activités et appliquer ces mêmes principes auprès de l'ensemble de ses prestataires, titulaires de marchés.

L'attention du titulaire est en conséquence attirée sur :

- le nécessaire respect des obligations environnementales et prescriptions du code de l'environnement français et notamment celles relatives à la gestion des déchets (traitement, valorisation...),
- l'importance de limiter les rejets et d'utiliser des technologies sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,
- l'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,
- le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...).

1.6 - Modification du contrat

Le cas échéant, le marché pourra être modifié par avenant signé des deux parties dans les conditions prévues notamment par les articles L. 2194-1 et L. 2194-2 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles du présent marché (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant) sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- L'annexe n°1 relative au Bordereau des prix unitaires (BPU), ainsi que les éventuelles autres annexes à l'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document ;
- L'offre technique du titulaire comprenant :
 - La Fiche technique détaillées (ci-après, FTD) de l'article du BPU comprenant l'ensemble des caractéristiques (référence fournisseur associée au code article BPU, matière, niveau d'atténuation, certification, notice d'entretien, lieu de fabrication, garantie,...),
 - L'échantillon modèle et son accessoire,
 - Le délai de livraison maximum (Acte d'engagement article 9.2)

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs du présent marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Il est par ailleurs spécifié que les conditions générales de vente du titulaire et/ou des fabricants, qui seraient contraires aux clauses du marché, ne pourront s'appliquer.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du présent marché comprend une copie de l'acte d'engagement et ses annexes. Elle comprend également, au gré du titulaire (sur demande du titulaire par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG/FCS), la remise sans frais par le pouvoir adjudicateur de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE

Conformément à l'article R. 2182-4 du Code de la Commande Publique, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa date de notification.

Conformément à l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique, l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

La durée de validité et d'exécution du marché commence à compter de la date de notification pour une durée de 12 mois (période d'exécution initiale du marché).

Le marché peut ensuite être reconduit trois (3) fois pour une période d'exécution annuelle (12 mois) supplémentaire. La reconduction est tacite et le titulaire du marché ne peut s'y opposer.

Le Pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au moins trois mois (3 mois) avant la fin de la durée de validité du marché (à savoir, avant la fin de la période en cours) s'il veut refuser la reconduction du marché et donc le dénoncer. Cet écrit est alors adressé au titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non reconduction, la validité du marché court jusqu'au terme de la période en cours. La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

Le titulaire du marché reste tenu des obligations qui lui incombent au titre de la garantie pour la durée restante, même après la fin du marché.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 - OBLIGATIONS DU MUSEE DU LOUVRE

Le musée du Louvre s'engage à :

- fournir au titulaire tous les éléments nécessaires à la bonne exécution des prestations ;

- donner au titulaire tous les renseignements nécessaires en vue de la bonne exécution du marché ;
- assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

La conduite du marché sera assurée par la Sous-Direction de la logistique de la Direction Financière, Juridique et des Moyens de l'EPML. Les personnes chargées de la conduite du marché seront désignées à la notification du marché.

4.2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.2.1 – Représentant(s) du titulaire

Les prestations faisant l'objet du marché sont placées sous la responsabilité unique du titulaire. **La bonne exécution du marché suppose que le titulaire désigne un interlocuteur unique en charge du suivi des prestations du présent marché pendant toute la durée de celui-ci** et habilité à le représenter auprès de l'EPML.

Aussi, le titulaire du marché devra obligatoirement procéder à l'identification d'un chargé d'affaire dédié et de son remplaçant en cas d'absence, en charge du suivi du marché et son implication dans l'exécution de celui-ci (disponibilité, conseils, suivi des litiges et des échanges).

En complément des dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG/FCS, si en cours d'exécution du marché, la ou les personne(s) désignée(s) vien(nen)t à être remplacée(s), le titulaire a obligation :

- d'en aviser immédiatement la personne représentant le pouvoir adjudicateur,
- de lui communiquer dans un délai de sept (7) jours calendaires à compter de l'avis d'information fait à la personne représentant le pouvoir adjudicateur le nom, les titres ainsi que les coordonnées du ou des remplaçant(s), disposant de compétences au moins équivalentes,
- de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire devra alors proposer un nouvel intervenant dans les conditions énoncées à l'alinéa précédent.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée. En cours d'exécution du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser les interlocuteurs à tout moment. Le titulaire devra alors proposer un nouvel intervenant dans les conditions énoncées ci-dessus.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions de l'article 20 du présent CCAP, à l'issue de la deuxième récusation ou en l'absence de désignation de nouvel intervenant dans les délais impartis.

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

4.2.2 – Obligations du titulaire

Au titre des prestations du marché, le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Il est également soumis à :

- une obligation de confidentialité définie à l'article 16 du présent document ;
- une obligation de conseil et s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur tous renseignements et conseils techniques utiles à l'obtention de la meilleure qualité au meilleur coût. Le titulaire est ainsi tenu à une obligation de conseil portant sur tous les aspects de la mission, ce qui l'oblige à attirer l'attention du musée du Louvre sur toutes les difficultés ou questions ressortant de sa spécialité, quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une disposition spécifiquement décrite au présent marché.

Le titulaire s'engage à :

- se conformer à l'ensemble des prescriptions légales, réglementaires et normatives régissant les prestations, objet du marché ;
- faire respecter par ses préposés toutes les obligations issues du présent marché.

4.3 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES - PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les pièces du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Dans le cadre de la présente opération de travaux, le pouvoir adjudicateur, dans un souci de préservation de l'environnement, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause environnementale :

Ainsi, outre les dispositions définies à l'article 7 du CCAG/FCS, le titulaire s'engage, durant toute l'exécution du marché, à :

- ne pas utiliser des traitements chimiques susceptibles d'occasionner des troubles physiologiques, tant à la manipulation qu'à l'usage.
- limiter au maximum la pollution grâce à l'utilisation des procédés non polluants, notamment en mettant en place progressivement les meilleures techniques disponibles pour l'environnement, afin de réduire les impacts environnementaux.

Par ailleurs, dans une logique d'éco-responsabilité, le titulaire doit obligatoirement fournir des bouchons d'oreilles réutilisables plus de 100 fois à minima, afin de limiter la consommation de ressources tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire devra mettre en œuvre les prestations qui lui sont commandées avec le souci constant de respecter et de préserver l'environnement et la santé des utilisateurs.

Le titulaire garantit que les produits qu'il fournit à l'EPML ne sont pas néfastes pour l'homme et l'environnement ainsi que les produits contenant des substances cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction dites CMR, les substances ayant des impacts environnementaux forts comme les polluants persistants, bio-accumulables et toxiques, les substances très persistantes et très bio-accumulables, les perturbateurs endocriniens.

Engagement social

En application de l'article 6 du CCAG/FCS, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des **dix conventions** fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Le titulaire avise ses fournisseurs de ce que les obligations énoncées au présent article leurs sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

La personne publique se réserve le droit d'en vérifier l'effectivité, sans préavis, et ceci durant la période du marché.

En cas de non-respect par le titulaire, ou par ses fournisseurs ou prestataires de services, des conventions de l'Organisation Internationale du Travail ratifiées par la France, le titulaire, au titre des pénalités pour non-respect de ses obligations contractuelles, s'expose à devoir rembourser la totalité des sommes perçues au titre du présent marché.

Les dix conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

1. Convention n°29 sur le travail forcé (1930-1939)
2. Convention n°87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (1948-1951)
3. Convention n°98 sur le droit d'organisation et de négociation collective (1949-1951)
4. Convention n°100 sur l'égalité de rémunération (1951-1953)
5. Convention n°105 sur l'abolition du travail forcé (1957-1969)
6. Convention n°111 sur la discrimination (1958-1981)
7. Convention n°138 sur l'âge minimum d'admission à l'emploi (1973-1990)
8. Convention n°155 sur la santé et la sécurité des travailleurs (1981)
9. Convention n°182 sur les pires formes de travail des enfants (1999-2001)
10. Convention n°187 sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail (2006)

Entre parenthèses : dates de leur adoption par la Conférence générale de l'OIT – de ratification par la France

Le titulaire informera enfin le pouvoir adjudicateur de toute démarche de progrès social (monitoring social, certification « éthique », code de bonne conduite) que ses fournisseurs auront éventuellement entreprise et qui concerne les produits approvisionnés dans le cadre du marché.

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES PRESTATIONS

La description des fournitures/prestations est définie au présent CCAP et au CCTP.

5.2 - QUALITE ET AMELIORATION CONTINUE

Conformément aux stipulations afférentes notamment au respect des délais, à la sécurité, à la qualité de transport, le titulaire s'engage à maintenir, pendant toute la durée du marché, un niveau maximal de qualité des conditions de livraison des fournitures prévues.

Le titulaire reconnaît comme essentiel, au titre du marché, de garantir la qualité des fournitures au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art et de respecter le caractère permanent de la

disponibilité du service.

Le titulaire s'engage à proposer durant toute l'exécution des prestations des démarches ou actions d'améliorations, à suivre leur mise en œuvre et à mesurer et diffuser les résultats obtenus.

5.3 - BONS DE COMMANDE

Le pouvoir adjudicateur commande, en fonction de ses besoins, les fournitures prévues au présent marché. Il peut passer des bons de commande durant toute la période de validité du marché.

Les articles faisant l'objet de ce marché seront commandés au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions du présent marché et notamment de l'annexe n°1 à l'acte d'engagement (B.P.U.). Les fournitures seront commandées par petites ou grandes quantités. Chaque année, une commande est établie au cours du 1^{er} trimestre pour couvrir le besoin annuel estimé. Des commandes complémentaires peuvent être établies tout au long de l'année pour couvrir notamment les besoins pour de nouveaux arrivants ou saisonniers.

5.3.1 – Généralités

L'exécution des prestations est subordonnée à l'émission d'un bon de commande, daté et signé par une personne ayant reçu délégation à cette fin.

Les bons de commande, datés et signés par une personne ayant reçu délégation à cette fin, sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire avant tout début d'exécution. Aussi, ils sont transmis au titulaire par tout moyen permettant de leur donner date certaine.

Conformément à l'article R.2162-5 du code de la commande publique, l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande. Les délais de livraison et fournitures à livrer fixés par les bons de commande sont impératifs.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Toutefois, conformément à l'article R.2162-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne peut retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques. Ainsi, l'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance du présent marché peut être poursuivie au-delà de cette date d'échéance pour une durée maximale de trois (03) mois compte tenu du temps nécessaire à la prise en charge, la réalisation, et la mise en œuvre des commandes.

Conformément à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

5.3.2 – Contenu des bons de commande

Les bons de commande comportent au minimum les indications suivantes :

- le numéro d'enregistrement du marché qui figure sur l'acte d'engagement ;
- la raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- un numéro du bon de commande à rappeler sur la demande de paiement et le cas échéant sur le bon de livraison ;

- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des fournitures à livrer (n° référence, etc.) ;
- les quantités ;
- les prix unitaires HT des fournitures à livrer ;
- le lieu de livraison de la commande ;
- le délai de livraison (à compter de la date de notification du bon de commande) ;
- les montants totaux HT et TTC de la commande, ainsi que le taux de TVA.

La réalisation des prestations est faite suivant les indications portées sur le bon de commande, conformément aux stipulations du marché (notamment dans les délais prévus au marché, ou, le cas échéant, directement dans le bon de commande).

5.3.3 – Annulation, suspension et modification d'un bon de commande

✓ Annulation d'une commande

Après émission du bon de commande, le pouvoir adjudicateur conserve la faculté d'annuler celui-ci. A cette occasion, le pouvoir adjudicateur prend à sa charge les frais de prestations que le titulaire a pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, si et dans la mesure où le titulaire produit les justificatifs afférents adéquats.

✓ Suspension d'une commande

Après émission du bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de suspendre l'exécution de celui-ci pour une durée maximale de 3 mois.

A cette occasion, le pouvoir adjudicateur prend à sa charge les frais de prestations que le titulaire a pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, si et dans la mesure où le titulaire produit les justificatifs afférents adéquats et où la suspension est supérieure à une durée de 30 jours.

✓ Modification d'une commande

Si, en cours de validité, il s'avère nécessaire de modifier des termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la passation d'une commande modificative soumise aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

5.4 - LIVRAISON OU EXECUTION D'UNE COMMANDE

Sauf conditions particulières convenues par écrit entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire lors de réunions, d'échanges de courriers ou par tout autre moyen, la livraison ou l'exécution d'une commande sera faite selon les indications portées sur le bon de commande, ou à défaut selon les stipulations du présent marché.

5.4.1 – Emballage et transport

Les fournitures sont livrées à destination, franco de port vers les lieux de livraison indiqués à l'article 5.4.2 du présent CCAP.

Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues à l'article 20.3 du CCAG/FCS.

Les fournitures devront être livrées convenablement emballés par le titulaire de manière à ce qu'ils puissent supporter sans dommage les risques inhérents aux opérations de chargement, de transport et de déchargement. Conformément à l'article 20.3 du CCAG/FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination sont à la charge du titulaire. Les marchandises voyagent aux risques et périls du titulaire. Les opérations de conditionnement, d'emballage, de transport, de chargement, d'arrimage et de déchargement des articles au lieu de livraison sont à la charge du titulaire et sont effectuées sous sa responsabilité.

Conformément à l'article 21 du CCAG/FCS, chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison ou d'un état comportant notamment l'identification des articles livrés et les quantités.

5.4.2 – Conditions de livraison

Pour toute livraison d'une fourniture, le titulaire prévient impérativement le pouvoir adjudicateur des dates et heures de livraison. En effet, le titulaire doit, au plus tard cinq (5) jours ouvrés avant la livraison des fournitures, se mettre en rapport avec le représentant de l'EPML afin de lui préciser les modalités d'exécution qui n'ont pas été spécifiées dans le bon de commande telles que la date et l'heure de livraison.

Une aire de livraison unique est située en sous-sol au Palais du Louvre dont l'accès est situé avenue du général Lemonnier 75001 Paris. Les livraisons sont effectuées sur cette aire. La réception des marchandises est effectuée par les agents du musée du Louvre.

Le titulaire veillera à respecter scrupuleusement le règlement de circulation interne et le règlement de l'aire de livraison. Ils seront transmis dans les jours suivants la notification du marché. Un plan de chargement et de déchargement sera établi entre le titulaire et le musée du Louvre après la notification.

L'aire de livraison est ouverte de 7h00 à 17h30 du lundi au vendredi.

Les livraisons pourront être étendues à d'autres lieux, sans que le titulaire ne puisse se prévaloir d'une incidence financière sur les prix du marché dans la limite géographique de Paris et de l'Ile de France. Les livraisons sont assurées sans frais supplémentaires.

En cas de livraison partielle, l'EPML devra en être préalablement informé par courrier électronique. Il lui sera également précisé le motif et le délai de livraison du solde de la commande. Dans tous les cas, les livraisons partielles ne sont admises que sur accord exprès de l'EPML. La livraison partielle n'exonère pas le titulaire de respecter le délai de livraison contractuel pour la fourniture du solde de la commande.

La manutention et le transport de palettes seront à la charge du titulaire du marché qui devra laisser les lieux propres ; les emballages resteront propriété de l'EPML en complément des dispositions de l'article 20.2.2 du CCAG/FCS.

Le titulaire devra respecter les procédures d'accès qui lui seront signalées par le Musée du Louvre. Les prestations ayant lieu dans un établissement accueillant du public, des contraintes particulières peuvent être imposées au titulaire, notamment dues à des mesures de sécurité (Vigipirate...).

La responsabilité du transport est engagée dans les termes du contrat ou accord de transport conclu entre le transporteur et le titulaire. Le titulaire reste seul responsable à l'égard de l'EPML.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison indiqué sur le bon de commande est à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée. En cas d'erreur de lieu de livraison indiqué dans le bon de commande, la livraison sera réputée « *non réceptionnée* » par l'EPML. Dans le cas d'une livraison égarée, les pénalités de retard courent à compter de l'expiration du délai de livraison fixé au bon de commande.

5.5- QUALITE, EVOLUTION DES PRODUITS ET SAV

5.5.1 – Lieux de fabrication

Les lieux de fabrication des articles livrés en exécution du présent marché sont indiqués sur la fiche technique des articles par le titulaire.

Le titulaire doit en outre prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la qualité individuelle de chaque pièce, tant dans ses ateliers que vis-à-vis de ses propres fournisseurs.

Si les lieux de fabrication des articles devaient changer, le titulaire s'engage à prévenir au préalable le Musée du Louvre pour accord. L'ensemble des éléments montrant que ce changement n'aura pas d'incidence sur la qualité de la fabrication doit alors être communiqué par le titulaire.

L'EPML se réserve le droit de refuser la proposition si celle-ci entraîne un changement dans les conditions d'exécutions du marché.

Lorsque la fabrication est effectuée dans un autre pays que la France, le titulaire garantit à l'EPML que les dispositions régissant le droit du travail applicable dans ce pays seront respectées, étant entendu que l'application du droit du travail ne peut priver les salariés des dispositions des conventions et recommandations de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), de la Charte Sociale Européenne (1961) et de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (1950).

A cette fin, lorsque le titulaire est fabricant, le titulaire reconnaît à l'EPML ou à toute personne mandatée par ses soins, un droit de vérification et de contrôle de l'application des dispositions légales susmentionnées sur le lieu de fabrication, à tout moment et sans condition préalable, durant toute la durée du présent marché.

5.5.2 – Qualité – Evolution non substantielle des fournitures/produits en cours de marché.

Le titulaire a l'obligation d'assurer un suivi de l'ensemble des références figurant sur le bordereau de prix unitaires. La qualité des fournitures qui sera retenue devra être maintenue durant toute la durée du marché, et devra correspondre aux échantillons conservés par le pouvoir adjudicateur. Les changements de modèles, ou le remplacement d'articles, devront être soumis à l'accord exprès du pouvoir adjudicateur.

Si au cours de son exécution, les articles figurant dans le bordereau de prix unitaires du présent marché, il proposera au pouvoir adjudicateur, aux mêmes conditions tarifaires, dans les conditions fixées ci-après, un produit de remplacement de qualité équivalente ou supérieure.

Le titulaire a toutefois la faculté pendant la durée de validité du marché, de proposer des modifications non substantielles sur ses produits en vue de leur amélioration, dans les conditions fixées ci-après.

Les nouvelles fournitures doivent être conformes aux spécifications techniques et fonctionnelles prévues dans le présent marché et doivent être techniquement équivalentes ou supérieures aux fournitures de son offre initiale. Toute proposition d'évolution sur un produit sera adressée à l'EPML et devra être accompagnée des données techniques liées à ces changements, permettant de vérifier que les fournitures livrées restent conformes à son offre et aux spécifications du CCTP pendant toute la durée du marché.

Aussi, dans le cas où le titulaire envisagerait d'apporter des modifications aux fournitures durant l'exécution du marché, il est tenu de soumettre au représentant du pouvoir adjudicateur un dossier motivé avant d'arrêter la fourniture des modèles faisant l'objet du marché.

Le dossier mentionné ci-dessus contiendra :

- les caractéristiques techniques des nouvelles fournitures ;

- une comparaison entre les deux fournitures démontrant que la nouvelle fourniture satisfait aux mêmes conditions et est techniquement équivalente ou supérieure aux fournitures initiales, objet du marché.

Dans tous les cas, le prix net HT de la nouvelle fourniture ne peut, en tout état de cause, être supérieur au prix initial HT de l'article.

Les produits modifiés, comme définis ci-dessus, sont introduits dans le marché sans qu'il soit besoin d'établir un avenant. L'EPML notifiera par ordre de service son accord sur les conditions proposées par le titulaire.

En tout état de cause, le pouvoir adjudicateur reste libre d'accepter ou de refuser ces articles s'il estime que ces produits ne permettent pas d'assurer une exécution satisfaisante.

ATTENTION, toute modification ou substitution est subordonnée à l'accord du représentant du pouvoir adjudicateur.

Si la proposition ne recueille pas l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur et que le titulaire n'est plus en mesure de fournir les articles, le marché pourra être résilié de plein droit aux torts du titulaire. Dans ce cas, le titulaire n'a droit à aucune indemnité. Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit, le cas échéant, de demander la réparation du préjudice subi.

Pendant l'exécution du marché, l'EPML se réserve le droit de procéder ou faire procéder par une société extérieure à des tests laboratoires et contrôles sur la qualité technique des fournitures.

5.5.3 - Offres promotionnelles

Le titulaire s'engage à faire bénéficier à l'EPML, à tout moment des prix des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle sur les fournitures ou prestations, objet du présent marché.

Il notifie ces offres dès leur parution en précisant leurs dates de validité. Ces prix s'appliquent aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs à ceux référencés dans le catalogue du marché et remisés.

5.5.4 - Nouveaux articles s'inscrivant dans le périmètre du marché Modalités de commande de nouveaux articles sur catalogue

Afin de répondre à une évolution des besoins en cours de marché ou de bénéficier de nouveaux produits, l'EPML se réserve la faculté de demander au titulaire du marché de nouveaux articles, tant qu'ils s'inscrivent dans le cadre du marché, sur la base de nouvelles fiches techniques détaillées (FTD) décrites par le musée.

Le titulaire envoie son devis détaillé, dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande, par référence à ses prix catalogue (après application du taux de remise consentie par le titulaire sur les prix non remisés (fixé dans le BPU), à savoir sur les tarifs publics du catalogue) ou aux prix similaires figurant au B.P.U pour des fournitures équivalentes chaque fois que cela est possible, à la personne assurant la conduite du marché. Le titulaire certifie toutefois que les prix stipulés n'excèdent pas ceux de son barème, pratiqués à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Ce devis, une fois validé par l'EPML, sera alors annexé à un bon de commande correspondant.

À la réception du devis, l'EPML se réserve la possibilité de mettre la prestation en concurrence, dans le cas où le devis proposé par le titulaire comporterait des prix qui ne lui paraîtraient pas satisfaisants.

Par ailleurs, en cas de commandes multiples, pour les nouveaux articles s'inscrivant dans le périmètre du marché, lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix

définitifs, ces nouveaux prix pourront être intégrés au bordereau des prix unitaires, sans donner lieu à la passation d'un avenant. L'EPML notifiera dès lors par ordre de service son accord sur les conditions proposées par le titulaire et pourra commander ces nouveaux articles sans une demande préalable de devis. Les prix ainsi définis font l'objet d'un bordereau supplémentaire de prix unitaires signé des deux parties. Ces prix nouveaux sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix, dit « Mo ». Ils seront révisés, le cas échéant, dans les conditions définies au présent marché.

Le titulaire s'oblige à accorder à ces évolutions de produits, les mêmes garanties que celles prévues au présent marché et à observer les mêmes délais de livraison.

Par exemple, de nouveaux produits pourront être ajoutés ou substitués aux BPU, tant qu'ils s'inscrivent dans le cadre du lot correspondant, dans les cas suivants :

- évolution de la réglementation ;
- évolution des risques auxquels sont exposés les agents ;
- progrès technique, panel de tailles plus grand ;
- apport d'une meilleure protection et/ou d'un plus grand confort aux agents.

5.5.5 – Conservation des modèles

Les échantillons modèles demandés dans le règlement de la consultation, livrés par le titulaire lors de la remise des offres sont conservés par l'EPML pendant toute la durée du marché. Ils servent de références à la vérification et au suivi de la qualité des articles.

5.5.6 – Gestion du service après-vente (SAV)

▪ Garantie

Conformément aux [articles 1641](#) à 1648 du Code civil, les fournitures sont garanties pendant la durée indiquée dans la fiche technique détaillée (FTD) contre tout défaut et tout vice caché. En effet, par dérogation à l'article 33 du CCAG/FCS, la période et l'étendue sont précisées dans la FTD.

Pendant toute la durée de garantie des articles fournis, et notamment en cas de vice caché de fabrication, de défaut de matière ou de détérioration constatée au sortir de l'emballage, la marchandise est reprise et remplacée par le titulaire, à ses frais, dans le délai indiqué dans son offre. Le titulaire ne pourra en aucun cas proposer un délai supérieur au délai plafond prévu pour les effets non conformes au paragraphe ci-dessous.

Le non-respect des délais de livraisons des articles à remplacer dans le cadre de la garantie entraîne de fait des pénalités de retard indiquées au présent CCAP.

▪ Remplacement des fournitures non conformes

Les fournitures non conformes ou reçus détériorés devront être repris et remplacés par le titulaire et à ses frais exclusifs dans le délai de deux semaines (15 jours calendaires) maximum à partir de la réception de la demande de remplacement présentée par l'EPML.

Les opérations de reprise et de remplacement de la marchandise sont à la charge exclusive du titulaire et sont détaillées dans son offre. Les produits non conformes ne pourront en aucun cas faire l'objet d'un renvoi aux frais de l'EPML.

ARTICLE 6 – DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 – Délais d'exécution

Le délai maximum de livraison à compter de la réception du bon de commande par le titulaire **est fixé dans l'offre du titulaire.**

Le dépassement de ce délai pourra donner lieu à l'application d'une pénalité de retard indiquée à l'article 7 du présent CCAP.

6.2 – Prolongation des délais d'exécution

Toute prolongation du délai de livraison ne peut être accordée que dans le cadre de l'article 13.3 ou 21.5 du CCAG/FCS.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée, après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Si une prolongation est demandée par le titulaire, sa demande doit être adressée à la personne responsable de la conduite du marché (art. 4.1 du présent CCAP) par lettre recommandée avec avis de réception postal et doit en préciser les causes, et ce dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

La décision du représentant du pouvoir adjudicateur est notifiée par écrit au titulaire. En complément des dispositions de l'article 13.3 du CCAG/FCS, le silence gardé par le représentant du pouvoir adjudicateur pendant un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande vaut décision implicite de rejet de la demande de prolongation.

ARTICLE 7 – PENALITES

Le titulaire reste intégralement redevable de l'exécution de la prestation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de la pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Les dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG/FCS ne sont pas applicables au présent marché.

Généralités

Le titulaire s'engage à fournir un niveau de qualité de service conforme aux exigences indiquées dans le présent marché. Le titulaire reste intégralement redevable de l'exécution de la prestation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de la pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Si le retard dans l'exécution des prestations était imputable à l'EPML, ou à un cas de force majeure, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée.

Lorsqu'un délai contractuel prévu au présent marché, éventuellement assorti de prolongation de délai conformément aux dispositions des articles 13.3 du CCAG/FCS, n'est pas respecté du fait du titulaire, le titulaire encourt les pénalités pour retard formulées à l'article 7.1 du présent CCAP.

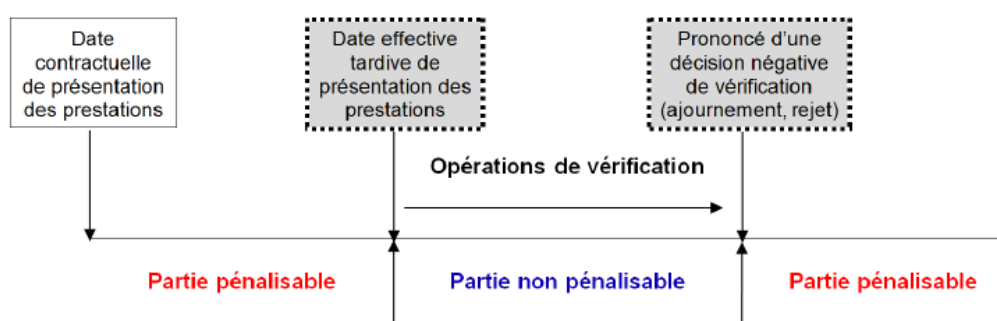
Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure (par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS), à l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Constitue des cas de retard :

- le non-respect de la date de présentation des prestations exécutées (livraison des fournitures) par le titulaire à l'EPML, en vue de l'engagement des opérations de vérification ;
- les délais s'écoulant à compter d'une décision négative de l'EPML à l'issue des opérations de vérification (ajournement, rejet) dans les conditions définies au présent CCAP.

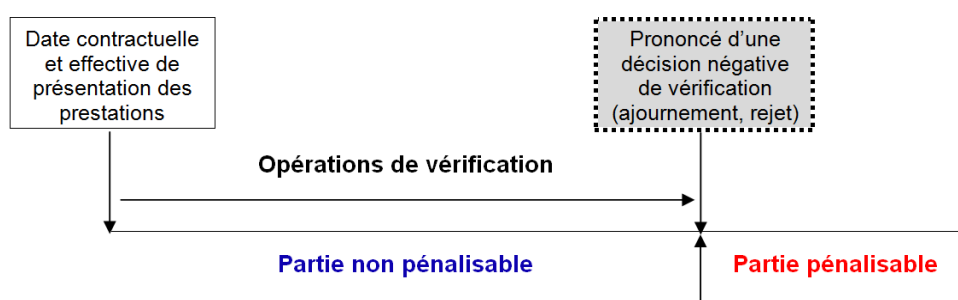
Les principes d'application des pénalités sont les suivants :

- en cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :

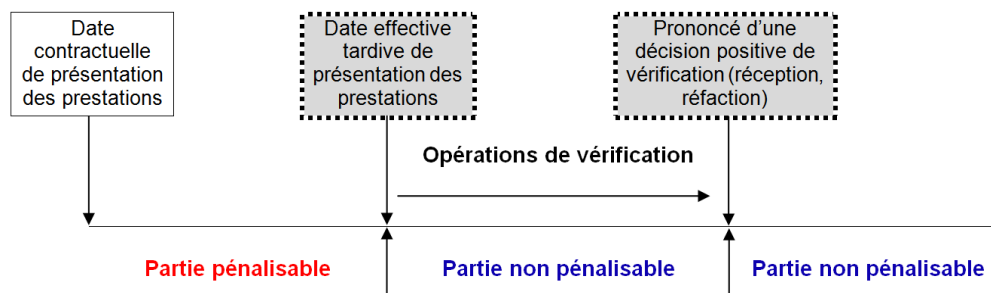


Il est entendu que les deux périodes pénalisables se cumulent.

- en cas de respect de la date de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :



- en cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision positive à l'issue des opérations de vérification :



Les parties pénalisables définies ci-avant sont cumulables. De même, les différents cas de pénalités définis aux articles ci-après sont également cumulables. Néanmoins, dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable des prestations commandées.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente à la prestation souffrant d'un retard sanctionné par l'application de pénalités. L'EPML peut également recouvrer les pénalités par l'émission d'un titre de recettes.

7.1 - PENALITES POUR RETARD

Lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée selon les modalités définies à l'article 14.1 du CCAG/FCS.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant de la pénalité est plafonné à 10% du montant HT du bon de commande considéré

Par dérogation à l'article 14.1.3, les pénalités sont applicables dès le premier euro.

En complément des dispositions de l'article 14.1 du CCAG/FCS, au-delà de 60 jours calendaires de retard, le marché est résiliable de plein droit, aux torts exclusifs du titulaire et après mise en demeure préalable.

7.2 - PENALITES RELATIVES A LA DECLARATION DE L'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE ET LA DECLARATION DES SALAIRES DE L'ENTREPRISE

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il le met en demeure de cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur peut imposer des pénalités, ou résilier le marché, sans indemnité, le cas échéant, au frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités est, à ce titre, au plus égal à 10,00 % des montants réellement commandés sur le présent marché, sur la base des bons de commande réellement exécutés, et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

ARTICLE 8 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 - Opérations de vérification

L'exécution des prestations ainsi que les opérations de vérification qualitative seront réalisées sous le contrôle des personnes en charge du suivi des prestations telles que définies à l'article 4.1 du présent CCAP.

Les opérations de vérification mentionnées au Chapitre 5 du CCAG/FCS ont pour objet de permettre à l'établissement public du musée du Louvre de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les spécifications du marché et des bons de commande, et de déterminer si les fournitures/articles livré(e)s répondent aux stipulations fixées au marché et aux modèles fournis par le titulaire. Elles sont effectuées dans les locaux du musée du Louvre.

8.1.1 Ces opérations de vérification quantitative et qualitative seront réalisées selon les dispositions définies aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS (sous réserve des dérogations définies ci-dessous).

Conformément à l'article 28.1 du CCAG/FCS, au moment de chaque livraison, le Musée du Louvre procédera aux opérations de vérification qui ne nécessitent qu'un examen sommaire.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité commandée par le pouvoir adjudicateur.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Aussi, les opérations de vérification ont pour objet de constater que les fournitures livrées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes :

- à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché et aux prescriptions du bon de commande correspondant,

Conformément à l'article 28.2 du CCAG/FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur disposera d'un délai de quinze jours à compter de la date de livraison des fournitures pour procéder à la vérification de la conformité des articles livrés aux pièces constitutives du marché et aux prescriptions du bon de commande correspondant, et notifier sa décision.

8.1.2 Passé les délais de vérification mentionnés ci-dessus et dans le silence du musée du Louvre l'admission sera réputée acquise. Dans le cas où il serait constaté au cours de ces vérifications que la prestation n'est pas conforme aux exigences du présent marché ou du bon de commande, l'EPML se réserve le droit de prendre toute disposition en application des articles 29 et 30 du CCAG/FCS.

8.1.3 Les dispositions de l'article 27.3 (alinéa 1) du CCAG/FCS ne sont pas applicables.

8.2 - Décisions après vérification

Les dispositions de l'article 30 du CCAG/FCS sont applicables. Le pouvoir adjudicateur arrête sa décision selon les modalités précisées à l'article 30 du CCAG/FCS.

Conformément à l'article 30.2 du CCAG/FCS, le titulaire demeure tenu de réparer les imperfections ayant donné lieu à l'ajournement dans le délai indiqué au CCAG/FCS et, notamment, à l'article 5.5.5 du présent CCAP pour le remplacement des fournitures non conformes, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation. Néanmoins, en complément des dispositions de l'article 30.2 du CCAG/FCS, le délai supplémentaire octroyé au titulaire pour présenter à nouveau à l'EPML les prestations mises au point est sans conséquence sur l'éventuelle application des pénalités de retard résultant du dépassement du délai de livraison initial de 8 semaines fixé au présent CCAP découlant de la non-conformité ayant donné lieu à l'ajournement de l'admission des prestations.

Conformément aux dispositions de l'article 30.3 du CCAG/FCS, si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

ARTICLE 9 – INDEMNISATION EN CAS DE MONTANT MINIMUM ANNUEL NON ATTEINT

Si au terme de l'exécution du marché, le total des commandes de l'EPML n'a pas atteint le montant minimum fixé par le marché, le titulaire n'aura droit à une indemnité égale à la marge bénéficiaire qu'il aurait réalisée sur les prestations qui restaient à exécuter pour atteindre ce minimum qu'à la condition, en complément des dispositions de l'article 3.7.5 du CCAG/FCS, qu'il justifie le montant de sa marge bénéficiaire par tous documents utiles. En outre, la demande d'indemnité est présentée dans un délai de 1 mois à compter de la date d'expiration du marché sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.7.5 du CCAG/FCS, le montant de cette indemnité ne pourra dépasser les 5% de la différence entre le montant HT des bons de commandes effectivement notifiés et le montant minimum HT prévu au marché (NB : Valorisation de la quantité minimum en fonction des prix unitaires du marché).

ARTICLE 10 – COTRATANCE

Les groupements solidaires ou conjoints sont autorisés.

Le marché pourra être attribué à une entreprise ou à un groupement d'entreprises, étant entendu que le groupement doit être constitué dès le stade de la candidature.

En application de l'article R. 2142-21 du Code de la commande publique, les entreprises ne pourront se présenter à la fois en tant que candidats individuels et membres d'un groupement; une entreprise ne pourra se présenter en tant que mandataire de plus d'un groupement.

En application de l'article R.2142-3 du code de la commande publique, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire ou groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE

Seul un marché public qui présente les caractéristiques d'un contrat d'entreprise peut faire l'objet d'une opération de sous-traitance. Un contrat d'entreprise, aussi appelé de louage d'ouvrage, est un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles. Un marché public est ainsi assimilable à un contrat d'entreprise lorsqu'il s'agit d'un marché public de travaux, d'un marché public de services ou lorsqu'il s'agit d'un marché public de fournitures nécessitant

des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de services, telles que des prestations de conception ou d'adaptation.

Ne peuvent être sous-traités que les prestations de services et les travaux de pose ou d'installation des marchés de fournitures.

ARTICLE 12 – CONTENU ET VARIATION DES PRIX

12-1 - PRIX DU MARCHÉ

12.1.1 Nature des prix

Le présent marché est conclu à prix unitaires. Les prestations seront effectuées sur bons de commande. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins. Les prix unitaires sont reportés sur le bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement.

Le montant des commandes correspondra à la valeur obtenue par application des prix unitaires aux quantités de fournitures commandées et réellement livrées.

12.1.2 Contenu des prix

Les prestations, objet du présent marché, sont des produits courants. Le titulaire certifie que les prix stipulés en annexe à l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux de son barème applicable à l'ensemble de sa clientèle.

Les prix du marché comprennent les charges énumérées à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS. Il est par ailleurs précisé que les prix du marché comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire.

En d'autres termes, tous les prix du présent marché sont réputés comprendre toutes charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à la livraison et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison, tous les frais afférents à la reprographie des documents nécessaires à l'exécution du marché, les frais de déplacement, de transport, de logement ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires. Les frais liés à l'enlèvement des fournitures ajournées ou rejetées, notamment les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

12.2 - VARIATION DES PRIX

Les prix figurant dans le cadre de réponse financier sont réputés établis aux conditions économiques du mois d'établissement de l'offre par le titulaire : **mois de remise des offres (date limite)**. Ce mois est appelé mois zéro (Mo). Ils sont augmentés de tous les droits, impôts et taxes légalement applicables en vigueur au jour de leur exigibilité.

Les prix unitaires restent fermes pour toute la première année d'exécution du marché. En cas de reconduction, les prix sont ensuite révisables (à la hausse comme à la baisse) annuellement par le Titulaire à la date anniversaire de début d'exécution du marché sous la forme d'un ajustement sur le barème public du Titulaire. Néanmoins, aucune modification du pourcentage de remise consentie ne pourra avoir lieu.

L'EPML se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de barème ou de tarif public, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 3,00 % l'an.

Par dérogation aux articles 10.2.1 et 10.2.2 du CCAG/FCS, les prix à prendre en compte pour les bons de commande sont ceux en vigueur à la date d'émission du bon de commande. Les prix sont fermes pendant la durée d'exécution des bons de commande.

En cas de reconduction du marché, le titulaire soumet sa demande de réexamen des prix avec tous les justificatifs au moins deux mois avant la reconduction, pour validation, auprès de la personne chargée de la conduite du marché, à l'adresse suivante :

Musée du Louvre

Direction Financière, Juridique et des Moyens

Service du Pilotage Administratif

75058 Paris Cedex 01

Le Musée du Louvre pourra dans les quinze (15) jours de la réception par ces soins de cette demande de réexamen des prix émettre des réserves et imposer des modifications, si les révisions ne sont pas justifiées et motivées, suite à sa demande. Le silence du Musée du Louvre dans les quinze (15) jours de la réception par ces soins de ces documents vaut acceptation.

Modification de la cadence de révision des prix

Dans l'hypothèse où une hausse des prix liée à la conjoncture économique (crise sanitaire, hausse des prix exceptionnelle mondiale des matières premières...) serait constatée au cours de l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier temporairement le cadencement de la révision des prix.

Le changement de cadencement s'effectuera par le biais d'un avenant à l'initiative du pouvoir adjudicateur. Le cadencement sera adapté en fonction de l'évolution des indices concernés (mensuel, trimestriel ou autre).

Clause de sauvegarde

Sans objet

12.3 - Clause de dérogation au principe d'exclusivité

L'EPML se réserve le droit de commander un article auprès d'un autre prestataire si celui-ci n'est pas disponible auprès du titulaire. Le montant cumulé de ces commandes ne pourra pas excéder le montant minimum prévu du lot concerné, sur toute la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 13 – CLAUSE DE REEXAMEN

Lorsque les conditions économiques du contrat sont susceptibles d'être affectées par des circonstances imprévues, les parties conviennent de se rencontrer au fin de réexamen :

- Des conditions financières du présent marché et / ou ;
- Des conditions d'exécution du marché et / ou ;
- De la durée du marché.

Et des mesures à prendre pour atténuer les effets de cette situation, incluant des modifications des modes opératoires ou des arrêts de prestations. Ces modifications prennent la forme d'un avenant et sont négociées, au préalable, entre les parties.

ARTICLE 14 – REGLEMENT DES COMPTES

14.1 - Emission des bons de commande

Conformément à l'article 11.5.1 du CCAG/FCS, les prestations sont réglées en une seule fois sur présentation d'une demande de paiement à l'admission des prestations de chaque bon de commande par le pouvoir adjudicateur au sens de l'article 8 du présent CCAP et sur la base des quantités réellement exécutées.

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facture séparée.

Outre les mentions légales, les demandes de paiement mentionnent :

- les références du marché, le cas échéant, du bon de commande,
- le nom, l'adresse et le n° du siret du titulaire
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'Acte d'Engagement,
- la date de facturation,
- le descriptif des prestations exécutées/fournitures livrées,
- le montant H.T. des prestations exécutées/fournitures livrées,
- le montant total H.T.,
- les taux et montant de la T.V.A.,
- le montant TTC

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire toute modification des demandes de paiement incluant notamment les réfections et pénalités.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire toute modification des demandes de paiement incluant notamment les réfections et pénalités.

14.2 - Envoi des demandes de paiement

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités:

- a) Envoyer les documents relatifs au paiement à partir d'un système tiers :
 - par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

Le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> est un site gratuit, qui permet aussi de suivre le traitement des factures par le pouvoir adjudicateur.

Informations complémentaires : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Assistance pour une facturation dématérialisée :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

- en utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: [Http://chorus-pro.gouv.fr](http://chorus-pro.gouv.fr) aux fins de soit :

- déposer ses demandes de paiement sur le portail,
- saisir sa demande de paiement directement sur le portail Chorus Pro.

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Vous y trouverez toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre organisation.

Un ensemble de fiches pratiques est à votre disposition :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Vous pouvez retrouver également des tutoriels sur la chaîne YouTube :

<https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>

Les factures qui ne seront pas transmises via le portail CHORUS PRO seront rejetées.

De plus, le numéro de Siret doit être obligatoirement conforme à celui inscrit dans l'acte d'engagement. Le titulaire devra informer préalablement l'établissement public du musée du Louvre, de toute modification des coordonnées SIRET avant facturation.

14.3 - TVA, Délai de paiement et Intérêts moratoires

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur lors du fait générateur.

L'Etablissement Public du musée du Louvre procédera au règlement des prestations par mandatements, en créditant le compte ouvert au nom du bénéficiaire et désigné à l'acte d'engagement.

En cas de groupement d'entreprises demandant des paiements séparés, il est impératif d'identifier précisément la répartition du montant entre cotraitants et de joindre les références bancaires de chaque cotraitant.

En cas de modification d'établissement financier et/ou de numéro de compte, le Titulaire doit en avertir l'Etablissement Public du musée du Louvre dans un délai de quinze (15) jours.

L'Etablissement Public du musée du Louvre se réserve le droit de retourner au Titulaire toute facture ne comportant pas les pièces justificatives ou les mentions listées au présent CCAP.

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement. Le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif. Les paiements sont effectués par mandats, en créditant le compte ouvert au nom du titulaire dans le marché.

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

Le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement. La date de réception de la demande de paiement effectuée par le titulaire, accompagnée des attestations de paiement aux sous-traitants ou de tous autres documents nécessaires liés au règlement mensuel, constitue le point de départ du délai global de paiement fixé aux articles R. 2192-12 à R. 2192-14, R. 2192-16, R. 2192-17 et R. 2192-24 à R. 2192-26 du Code de la commande publique. Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

ARTICLE 15 – AVANCE

Sans objet.

ARTICLE 16 – CONFIDENTIALITE

16.1 - Confidentialité

Les dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS sont applicables au présent marché pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants, fournisseurs, préposés... au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, documents, etc., dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers, en dehors des dispositions prévues à cet effet dans le présent marché. Les données et documents (dématérialisés ou non) qui sont échangés dans le cadre du présent marché, qu'ils présentent ou non un caractère personnel, sont des données confidentielles et couvertes par le secret professionnel, tel que défini aux articles 226-13 et suivants du code pénal.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'établissement

public du musée du Louvre à résilier le marché aux torts du titulaire et à ses frais et risques, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le musée du Louvre au titulaire, au titre de l'article [1384 du Code Civil](#).

Le titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de l'EPML conformément aux lois et régimes applicables, et notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les dispositions du code de la propriété intellectuelle applicables aux logiciels et celles du code pénal en vigueur. Le titulaire n'est en aucun cas maître des fichiers de l'EPML au titre de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

16.2 - Données personnelles

Les données à caractère personnel qui sont demandées sont nécessaires pour assurer l'exécution du présent marché. Elles sont destinées au Musée du Louvre, 75058 Paris CEDEX 01, responsable du traitement et pourront être communiquées, pour ces mêmes finalités, aux personnes habilitées à en connaître au sein du Musée du Louvre. Ces données ne font l'objet d'aucun flux transfrontière.

Elles sont conservées pendant une durée de trois ans suivant la fin du marché.

Les personnels du titulaire affectés à l'exécution des prestations bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, d'un droit à la portabilité des informations qui les concernent ainsi que d'un droit à la limitation des traitements qu'ils peuvent exercer en adressant un courriel à donneespersonnelles@louvre.fr ou en adressant un courrier au Musée du Louvre à l'adresse 75058 Paris CEDEX 01, en précisant leurs coordonnées et en justifiant de leur identité par tout moyen.

Ils ont également le droit, le cas échéant, d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07, autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données (DPO) de l'EPML est le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

ARTICLE 17 – LANGUE DU MARCHE

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994 telle que modifiée, la langue d'exécution du marché est le français, tant à l'oral qu'à l'écrit.

Dans le cadre de l'exécution du marché, tous les échanges, documents, documentations et livrables, y compris les factures, tous les courriers, toutes les réunions, sont rédigés et se tiennent en français.

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur peut exiger que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, et ce aux frais du titulaire.

ARTICLE 18 – CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES

Sur demande expresse du titulaire, par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG/FCS, il lui sera remis une copie de l'original du contrat certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

Le nom et les coordonnées de la personne chargée de fournir les renseignements au titre de l'article L. 2191-8 du Code de la commande publique figurent à l'acte d'engagement.

ARTICLE 19 – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations jusqu'à leur livraison et leur admission dans les locaux de l'administration. En aucun cas le titulaire ne peut se retrancher derrière la défaillance ou la faute de ses préposés, de ses transporteurs, de ses coursiers ou de ses fournisseurs pour atténuer ou supprimer sa responsabilité.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité, auprès d'une compagnie notoirement solvable et agréée par le Ministère de l'Economie et des Finances, dont il produira l'attestation dans les conditions définies à l'article 9 du CCAG/FCS.

La police d'assurance couvre :

- le recours de tiers contre l'Etablissement public du Musée du Louvre.
- les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution ou de la non-exécution des prestations (à l'égard des tiers, de l'Etablissement Public du Musée du Louvre, de tout organisme auprès duquel le titulaire est appelé à intervenir dans le cadre du marché).

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les polices d'assurance qu'il a ou aura souscrites.

ARTICLE 20 – RESILIATION

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au Chapitre 7 "Résiliation" du CCAG/FCS (articles 38 à 45), sous réserve des dispositions ci-dessous.

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitude des renseignements fournis au pouvoir adjudicateur au titre des articles R. 2143-3 et R. 2143-6 du Code de la commande publique ou de non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, et après une mise en demeure laissée infructueuse, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 ou aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles ;
- En cas de violation du secret professionnel et des obligations de discrétion et de confidentialité tels que définis au présent document, et/ou lorsque le titulaire n'a pas pris les mesures de sécurité prévues au titre du présent marché.
- Dans tous les autres cas prévus au présent document.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La résiliation du marché fait l'objet dans tous les cas d'un décompte de résiliation arrêté par l'établissement public du musée du Louvre et notifié au titulaire.

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations

prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 21– MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

En application des dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG/FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le Titulaire ne peut céder le présent marché sans autorisation expresse du Pouvoir adjudicateur.

Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate du marché au tort exclusif du Titulaire et sans indemnité.

ARTICLE 22 – LITIGES ET COMPETENCE DES TRIBUNAUX

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de litige, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 46 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler par voie amiable, notamment devant les comités consultatifs de règlement amiable prévus à l'article L.2197-3 du Code de la Commande Publique, les différends éventuels portant sur l'interprétation des stipulations du présent marché ou sur l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, à défaut de solution amiable, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Paris, seul compétent pour statuer.

ARTICLE 22 – DEROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG

Sauf dérogations citées ci-dessous, le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) s'applique.

Articles du présent document	Articles du CCAG/FCS auxquels il est dérogé
------------------------------	---

Articles du présent document	Articles du CCAG/FCS auxquels il est dérogé
Article 1.3.3	Article 3.7.2
Article 2	Articles 4.1, 4.2.1 et 4.2.2
Article 4.2.1	Complète l'article 3.4.1
Article 5.4.2	Article 20.2.2
Article 5.5.6	Article 33
Article 6.2	Complète l'article 13.3
Article 7	Article 14.1.1
Article 7.1	14.1.3 Complète l'article 14.1
Article 8.1.1	Complète le chapitre 5 Article 27.3 Complète l'article 30.2
Article 9	Article 3.7.5
Article 12.2	Complète l'article 10.2.2 Articles 10.2.1 à 10.2.3
Article 18	Article 4.2.2